

RÉUNION E.A.N.A. BRUXELLES 29/30 avril 2016
RAPPORT DU PAYS: ESPAGNE

ACTUALISATION PRINTEMPS 2016

ÉVOLUTION POLITIQUE

Depuis les dernières votations, le 20 décembre 2015, la situation politique espagnole se dirige vers de nouvelles votations. Il n'y a pas eu de parti gagnant qui puisse gouverner et puisque les politiciens ne se sont pas mis d'accord pour faire des pactes le plat est servi. Ils sont en train d'apprendre " la culture des pactes" dans l'intérêt du pays, qui devrait être au dessus des intérêts du parti. Pour le moment ils n'y arrivent pas, ce qui laisse prévoir la dissolution du parlement et la convocation de nouvelles votations, probablement le 26 juillet, en dépensant 130 millions de € que le budget du pays devrait réserver pour les besoins des espagnols. En attendant, le dernier Gouvernement exerce ses fonctions et les décisions prises sont à court terme. Les espagnols ne sont pas satisfaits de cette scène politique actuelle et si on ajoute une série interminable de cas de corruption au sein du gouvernement, dans diverses Communautés Autonomes, le malheur est servi dans la population espagnole.

Depuis le 1er trimestre de 2015, c'est vérifié une amélioration de la situation économique. Une tendance ascendante se maintient ce premier trimestre de l'année 2016. Le manque d'un Gouvernement élu, pourrait avoir une influence négative sur la direction des affaires économiques.

Par rapport au chômage, le taux est diminué au 20,4% en février 2016. En sachant qu' en 2014 le taux était de 23,6% , les espagnols regardent sur un meilleur avenir, en payant le prix de contrats de travail plus précaires.

POLITIQUE DE SANTÉ

A) En juillet 2013, la Profession des Médecins et le Ministère de la Santé avaient fait un accord pour fixer les bases d'implantation d'Unités de Gestion Clinique dans le Système National de Santé (SNS).

La représentation de la Profession Médicale pour cet accord était composée par:

- Le Conseil Général des Médecins (CGCOM)
- La Confédération Nationale des Doyens de l'Université de Médecine Espagnole (CDN-Medicina)
- La Fédération des Associations Scientifiques de la Médecine Espagnole (FACME)
- Le Conseil National des Spécialités en Sciences de la Santé (CNECS)
- La Confédération des Syndicats des Médecins (CESM)
- Le Conseil des Étudiants de Médecine (CEEM)

Ils ont créé 3 groupes de travail pour réaliser les tâches des Unités de Gestion Clinique:

- 1) Groupe pour un pacte pour la Santé
- 2) Groupe pour les ressources humaines
- 3) Groupe pour la gestion clinique

Le Ministère de la Santé, n'a pas respecté les propositions signés du 3ème. groupe où le médecin serait le directeur avec les compétences et la responsabilité des tels unités et pas une autre personne. Ceci fut un point central de l'accord signé. À cause de cela, l'accord avec le Ministère de la Santé a été rompu le 21 octobre 2015.

B) Les Organisations Professionnelles de l'Attention Primaire dénoncent la situation de travail qui commence à devenir chronique, tant par l'instabilité et l'ambiance de travail d'équipe inadéquate pour les médecins de famille et les pédiatres. En Espagne il y a une augmentation de la population ainsi qu' une croissance du vieillissement des habitants, par contre le nombre des professionnels de la santé diminue, le surplus de travail provoquant une diminution de la qualité assistentielle pour les patients et une augmentation du risque pour la propre santé des professionnels.

Il existe aussi un vieillissement du cadre des professionnels. Le 41% ont plus de 56 ans et cela indique qu'il faudrait planifier la

formation de nouveaux professionnels dans les 10 années prochaines ainsi qu'éviter l'émigration de médecins espagnols. L'émigration est en hausse pour les raisons exposées et dû également à la perte économique de 25% du salaire qui varie selon la Communauté Autonome.

C) Le Conseil Général d'Odontologues et de médecins dentistes de l'Espagne demande de réglementer la formation des dentistes ainsi que les autorisations pour donner des cours. Il demande de fixer un "numerus clausus" aux Facultés d'Odontologie, en fonction des besoins réels en matière de santé dentaire de la population espagnole. Comme en Médecine, cela serait la façon de garantir une formation de qualité, qu'au même temps, de planifier de manière adéquate les ressources sanitaires odontologiques publiques et privés.

Actuellement, ils existent 20 facultés d'odontologie - médecine dentaire. En 1990, le nombre était de 9. L'Espagne est le pays de l'UE avec plus de dentistes diplômés par année. Il y a 12 facultés publiques et 8 facultés privés, avec un nombre d'étudiants plus élevé que les publiques.

L'OMS établie un dentiste pour chaque 3500 habitants. En Espagne, en 2016, il y a un dentiste pour chaque 1200 habitants. Si l'évolution continue ainsi, en 2020 il y aura un dentiste pour chaque 1000 habitants.

Le Conseil Général d'Odontologues réclame aussi la nécessité de réglementer, le système des franchises pour les cliniques dentales privés, qui produisent "une bulle d'aire dentale" avec un modèle d'entrepreneurs motivés par l'intérêt économique en premier lieu et en allant plus loin que l'intérêt de la santé des patients. Permettre, dans ce domaine, à des entrepreneurs sans scrupules de s'enrichir sans contrôle c'est une façon de mercantiliser la santé dentale des citoyens. Par fois, il y a de la publicité trompeuse. En Espagne, il y a eu des cas de profit lamentables avec les patients.

D) Le 23 octobre 2015, par Royal Décret Législatif, a été approuvé que les médecins, les odontologues et les podologues, dans l'espace de ses compétences respectives, sont les uniques professionnels autorisés à dispenser des médicaments et à donner l'indication de l'usage des produits sanitaires d'utilisation humaine par les infirmiers.

MADRID

DR. O. GARCIA / ASPROMEL

E.A.N.A. BRUSSELS MEETING 29/30 April 2016
COUNTRY REPORT: SPAIN UPDATE SPRING 2016

POLITICAL DEVELOPMENTS

Since the last ballot on December 20, 2015, the Spanish political situation is heading towards new votes. There was no winning party that can govern and since politicians have not agreed to make any kind of coalition the dish is served. They are still learning "the culture of pacts" in the interest of the country, which should be above party interests. For the moment they can not do it, which suggests the dissolution of parliament and the calling of new votes, probably on 26 July, by spending € 130 million that the country's budget should reserve for the needs of Spanish. Meanwhile, the last Government exercises its functions and decisions are only short term. The Spanish are not satisfied with the current political scene and if we add an endless series of corruption cases in government in various Autonomous Communities, misfortune is served in the Spanish population. Since the first quarter of 2015, it is verified an improvement in the economic situation. An upward trend is maintained during the first quarter of 2016. The lack of an elected government, could have a negative influence on the direction of economic affairs. Compared to unemployment, the rate is reduced to 20.4% in February 2016. Knowing that in 2014 the rate was 23.6%, the Spanish look to a better future, paying the price of more precarious labor contracts.

HEALTH POLICY

A) In July 2013, the Medical Profession and the Ministry of Health had made an agreement to fix the foundations for the implantation of Clinic Management Units in the National Health System (SNS). The representation of the Medical Profession for this agreement was made by:

- The General Medical Council (CGCOM)
- The deans of the National Confederation of Spanish Medical University (CDN-Medicina)
- The Federation of Spanish Scientific Medical Associations (FACME)
- The National Council of Specialties in Health Sciences (CNECS)
- The Confederation of Unions of Doctors (CESM)
- The Council of Medicine of Students (METC)

They created three working groups to carry out the tasks of the Management Units Clinic:

- 1) Group for a Pact for Health
- 2) Group for Human Resources
- 3) Group for Clinical Management

The Ministry of Health did not follow the proposals signed in the third group, where the doctor would be the manager with the skills and responsibility of such units and not another person. This was a central point of the signed agreement. Because of this, the agreement with the Ministry of Health was broken on Oct. 21, 2015.

B) Organisations of the Primary Health Care denounce the work situation that is becoming chronic, both as far as instability and inadequate teamwork atmosphere for family physicians and pediatricians. In Spain there is an increase in population as well as a growing aging population. On the other hand the number of health workers declines, the extra work causing a decrease in health care quality for patients and increased risk for to health professionals own health.

There is also a part of aging professionals. The 41% is aged 56 and more and this suggests the need to plan the training of new professionals in the next 10 years as well as to avoid the emigration of Spanish doctors. The emigration is rising for the above mentioned reasons and also due to the economic loss of 25% of salary which varies according to Autonomous Community.

C) The General Council of odontologists and dentists of Spain request to regulate the training of dentists and the permissions to give courses. He asks to set a "numerus clausus" in the Faculties of Dentistry, based on real needs in terms of dental health of the Spanish population. As in medicine, that would be the way to ensure quality of training, at the same time to adequately plan the public and private health professional resources in dental health care.

Currently they exist 20 faculties of Dentistry. In 1990, the number was 9. Spain is the EU country with more dentists graduates per year. There are 12 public schools and 8 private schools, with a higher number of students than in the public schools.

WHO established a dentist for every 3,500 inhabitants. In Spain, in 2016, there is one dentist for every 1,200 inhabitants. If the evolution continues, by 2020 there will be a dentist for every 1,000 inhabitants.

The General Council of Odontologists, also calls for the need to regulate the system of franchises for private dental clinics, which produce "a bubble of dental area" with a model of entrepreneurs motivated by economic interest first and going beyond the interest of the health of patients. Allow, in this area, to unscrupulous getting rich without control is a way of marketing the dental health of citizens. Sometimes, there is misleading advertising. In Spain, there have been cases of profit dismal with patients.

D) On 23 October 2015, by Royal Legislative Decree was approved as doctors, dental surgeons and podiatrists, in the space of its powers, are the unique professional authorized to dispense medicines and give an indication of the use of medical products for human use by nurses.

MADRID

DR. O. GARCIA / ASPROMEL